
Fiches thématiques

Activités administratives
et de soutien aux entreprises

Avertissement

Cette édition des Services en France est présentée, pour la première fois, selon la Nomenclature d'Activités Française 2^e révision (NAF rév.2), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008 qui est articulée en sections, puis à l'intérieur en divisions, groupes, classes et sous-classes. Les sources habituellement utilisées n'étant pas toutes disponibles en NAF rév.2 au moment du bouclage de cette édition, certaines fiches ont dû être temporairement supprimées de l'ouvrage. Elles seront réintégrées dans la prochaine édition, qui portera sur l'année 2009.

Par ailleurs, le dispositif de collecte des informations sur les entreprises a été entièrement refondu : le nouveau dispositif d'Élaboration des Statistiques ANnuelles d'Entreprises (Ésane) permet d'alléger la charge statistique des entreprises, en intégrant dans un seul système les données d'enquête et les sources administratives. Pour la première année de mise en oeuvre de ce nouveau dispositif, il n'est pas possible de diffuser des résultats sur l'année 2008 aussi détaillés que précédemment. Ainsi, cette publication ne présente que peu de données au niveau sous-classe et aucune au niveau infra sous-classe.

La mise en place d'Ésane a eu également pour conséquence un élargissement du champ de la publication, puisque, dorénavant, les DOM sont pris en compte dans le dispositif ; sauf mention contraire, les résultats portent donc sur la France entière.

Par ailleurs, depuis la loi de modernisation de l'économie (LME) et son décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, le terme « entreprise » renvoie plutôt à une notion économique, qu'il n'est pas actuellement possible d'appréhender statistiquement. Cette publication décrit des sociétés (sous leurs diverses formes) ou des entreprises individuelles ou même des associations (ceci n'est pas une nouveauté d'Ésane, c'était déjà le cas de l'ancien système SUSE ; les associations en question doivent participer au système productif marchand) ; ces dernières sont très peu décrites en tant que telles dans cet ouvrage mais sont comptabilisées avec les sociétés ou les entreprises individuelles. L'ensemble de ces unités est désigné par l'acronyme de SNFEI (société non financière ou entrepreneur individuel) ou par l'appellation unité légale, pour ne pas utiliser le vocable « entreprise ».

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
p	Provisoire
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
n.s.	Résultat non significatif

4.1 Panorama des services administratifs

En 2008, le secteur des **services administratifs et de soutien aux entreprises** compte 142 300 sociétés non financières ou entreprises individuelles (SNFEI) et réalise un chiffre d'affaires (CA) de près de 139 milliards d'euros. Il emploie 24 % des salariés des services marchands, produit 21 % de leur chiffre d'affaires et dégage 23 % de leur excédent brut d'exploitation (EBE).

La majorité de ces SNFEI sont des sociétés non financières (57 %) : principalement des sociétés à responsabilité limitée (SARL- 33 % du total) et dans une moindre mesure des sociétés en nom collectif (9 %), des SARL unipersonnelles (8 %). Hors associations (5 %), les autres unités sont presque toutes des entreprises individuelles (38 %), commerçants ou artisans-commerçants pour la plupart (24 %).

Le secteur des services administratifs et de soutien aux entreprises est plus concentré que la moyenne : les 10 % des SNFEI les plus importantes en termes de chiffre d'affaires totalisent 88 % du CA du secteur, ce taux étant de 85 % pour l'ensemble des services. Il est, *a contrario*, peu diversifié, puisque l'essentiel de ses ventes proviennent d'activités situées dans son cœur de métier : services liés à l'**emploi** (21 % du chiffre d'affaires, le travail

temporaire fournissant le plus gros de la demande avec 18 %), services administratifs et autres soutiens (19 %), **location et location-bail** (20 %), services relatifs aux **bâtiments** (12 %)... Quelques activités commerciales liées au cœur de métier (vente de véhicules automobiles ou de biens domestiques, par exemple) apportent un complément de recettes (4,2 % du CA).

Les performances économiques du secteur, qui est composé d'activités hétérogènes, sont fortement contrastées. Ainsi, le taux de marge (EBE/valeur ajoutée -VA) est globalement faible au regard de la moyenne des services (21 % contre 30 %), mais très élevé dans le sous-secteur de la location et location-bail (71 %) : il est, en effet, indispensable que ce dernier dégage un fort taux de profit brut pour être à même de financer les investissements nécessaires à l'exercice de son activité. En revanche, le taux de profitabilité (résultat net/VA) de ce secteur est supérieur à celui constaté dans l'ensemble des services (23 % contre 18 %) : bien que très faible dans la plupart des activités, il est en effet tiré vers le haut par la performance de la composante services administratifs et de soutien aux entreprises (58%) ; il reste également favorable dans les services liés à l'emploi (24%). ■

Définitions

Services administratifs et de soutien aux entreprises (section M de la NAF rév.2) : cette section se compose de six divisions.

Location et location-bail (division 77) : location et location-bail d'actifs corporels ou incorporels non financiers (voir *fiche 4.2*).

Services liés à l'emploi (division 78) : orientation ou placement des candidats à l'emploi, fourniture de travailleurs intérimaires, mise à disposition d'autres ressources humaines (voir *fiche 4.3*).

Services des agences de voyage, des voyagistes et autres services de réservation et services connexes (division 79) : services de voyage, planification et mise sur pied de voyages organisés, services de réservation (voir *fiche 4.4*).

Services de sécurité et d'enquête (division 80) : services d'enquêtes et de détectives, de garde et de patrouille, services de transports de fonds, exploitation de systèmes de sécurité et d'alarme électroniques (voir *fiche 4.5*).

Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager (division 81) : services généraux d'appui dans les locaux du client, activité de nettoyage, désinfection, services d'aménagement et d'entretien paysager (voir *fiche 4.6*).

Services administratifs et autres services de soutien aux entreprises (division 82) : services administratifs de bureau quotidiens, fonctions de soutien courantes (voir *fiche 4.7*).

Pour en savoir plus

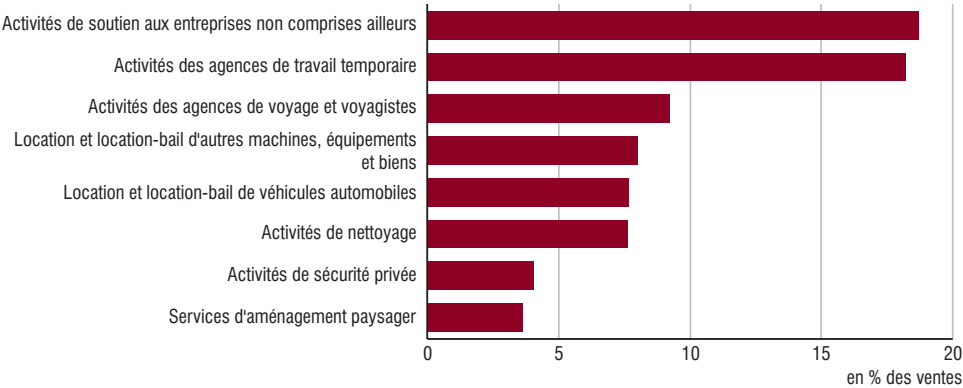
- « 2009, l'activité des services marchands régresse », *Rapport sur les comptes*, Insee, juin 2010, sur www.insee.fr, rubrique Thèmes/Services-Tourisme-Transports/Études & Analyses.
- Sites internet :
 - www.dlr.fr : Fédération nationale des distributeurs, loueurs et réparateurs de matériels de BTP et de manutention (DLR) ;
 - www.sett.org : Syndicat des entreprises de travail temporaire (Sett) ;
 - www.snnav.org : Syndicat national des agents de voyage ;
 - www.dpsa-securite.fr : syndicat national des entreprises de sécurité ;
 - www.proprete-services-associies.com : Fédération des entreprises de propreté et services associés.

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en équivalents- temps plein	Frais de personnel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Excédent brut d'exploitation	Résultat net/valeur ajoutée
				(millions d'euros)			(%)
Location et location-bail	30 746	66 468	3 787	32 454	15 492	11 030	10,0
Activités liées à l'emploi	8 362	41 515	24 948	29 781	26 420	619	24,8
Activités liées aux voyages	5 324	33 267	1 716	15 384	2 067	319	9,8
Enquêtes et sécurité	8 475	127 180	4 723	7 694	5 135	237	3,3
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	49 736	235 742	9 002	16 642	10 738	1 355	7,6
Activités administratives et autres soutiens aux entreprises	39 694	180 107	10 018	36 682	12 498	1 855	58,0
Ensemble services administratifs et de soutien	142 337	684 279	54 197	138 639	72 353	15 417	22,8

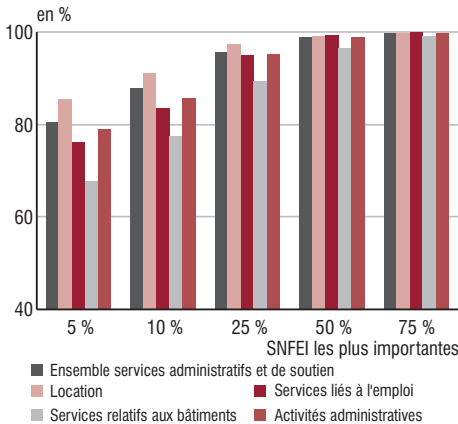
Champ : France.
Note : pour des raisons d'arrondis, les valeurs de la ligne « Ensemble » peuvent légèrement différer du total des divisions qui composent le secteur.
Source : Insee, Esane 2008.

2. Principales branches du secteur des services administratifs et de soutien



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

3. Concentration du chiffre d'affaires



Champ : France.
Lecture : parmi les SNFEI du secteur des services administratifs et de soutien, y compris les services liés aux voyages et à la sécurité non représentés ici (voir fiches 4.4 et 4.5), les 5 % les plus importantes totalisent 81 % du CA.
Source : Insee, Esane 2008.

4. Les plus grandes sociétés selon l'effectif



4.2 Activités de location et location-bail

En 2008, les 31 000 sociétés non financières et entreprises individuelles (SNEI) exerçant à titre principal une activité de **location et location-bail** emploient 66 500 salariés (comptabilisés en équivalents-temps plein) et réalisent un chiffre d'affaires (CA) de 32,5 milliards d'euros. Leur taille moyenne est inférieure à celle constatée dans l'ensemble des services (deux salariés au lieu de trois), de même que les rémunérations versées à leurs salariés (- 20 %). Les grandes structures dominent une activité exigeant de lourds investissements : les dix sociétés les plus importantes concentrent près du quart des ventes et les vingt plus grosses le tiers. Ces besoins de financement expliquent également que, dans ces activités, les unités sont plus rarement des entreprises individuelles que dans l'ensemble des services (13 % des SNEI contre 46 %).

Ce secteur est relativement diversifié : 83 % seulement (85 % en moyenne dans les services) des recettes proviennent du cœur de métier, les SNEI associant à la location des activités de commerce de gros (fournitures et équipements industriels) ou de voitures. Il se caractérise également par un taux de marge (excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée-VA) très élevé (71 % au lieu de 30 % pour l'ensemble des services). En revanche, le

taux de profitabilité (résultat net/VA) est relativement bas (10 % contre 18 %), en raison de fortes dotations aux amortissements.

La location et location-bail de véhicules automobiles et celle d'autres machines, équipements et biens sont les deux principales activités en termes de chiffre d'affaires.

Les secteurs de la **location et location-bail de véhicules automobiles** et de la **location et location-bail d'autres machines et équipements et biens** se distinguent des deux autres formes de location par un taux de marge exceptionnellement élevé (respectivement 83 et 72 %) et, parallèlement un taux de profitabilité très bas (0,4 et - 8,8 %). Le décalage entre ces deux ratios met en évidence à la fois le faible poids des salaires dans les charges des SNEI et le rôle clé des immobilisations dans l'économie générale de ces deux activités.

La **location et location-bail de biens personnels et domestiques** est une activité diversifiée : 19 % des ventes proviennent de recettes étrangères à l'activité principale, le plus souvent de nature commerciale.

La **location et location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires** se caractérise, en 2008, par un taux de profitabilité très élevé (125 %), imputable à des produits financiers d'un montant exceptionnel. ■

Définitions

Location et location-bail (division 77 de la NAF rév.2) : ce secteur comprend la location et location-bail d'actifs corporels ou incorporels non financiers. Il se compose de quatre groupes.

Location et location-bail de véhicules automobiles (groupe 771) : location de courte (7711A) ou de longue durée (7711B) de voitures et de véhicules automobiles légers (3,5 tonnes ou moins), de camions, remorques et véhicules automobiles lourds (plus de 3,5 tonnes) (7712Z).

Location et location-bail de biens personnels et domestiques (groupe 772) : articles de loisirs et de sport (7721Z), vidéocassettes et disques vidéo (7722Z), autres biens personnels et domestiques (7729Z) tels que textiles, articles d'habillement, meubles, articles de poterie et de verrerie, instruments de musique, bijoux, livres, journaux...

Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens (groupe 773) : machines et équipements agricoles (7731Z), machines et équipements pour la construction (7732Z), machines de bureau et de matériel informatique (7733Z), matériels de transports par eau (7734Z), matériels de transport aérien (7735Z), autres machines, équipements et biens matériels, tels que moteurs et turbines, machines-outils... (7739Z).

Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright (groupe 774) : activités consistant à autoriser des tiers à utiliser des produits liés à la propriété intellectuelle.

Pour en savoir plus

- « 2009, l'activité des services marchands régresse », *Rapport sur les comptes*, Insee, juin 2010, sur www.insee.fr, rubrique Thèmes/Services-Tourisme-Transports/Études & Analyses.
- Sites internet : www.dlr.fr : Fédération nationale des distributeurs, loueurs et réparateurs de matériels de BTP et de manutention (DLR) ; www.cnpa.fr : Conseil national des professions de l'automobile.

Activités de location et location-bail 4.2

1. Chiffres clés

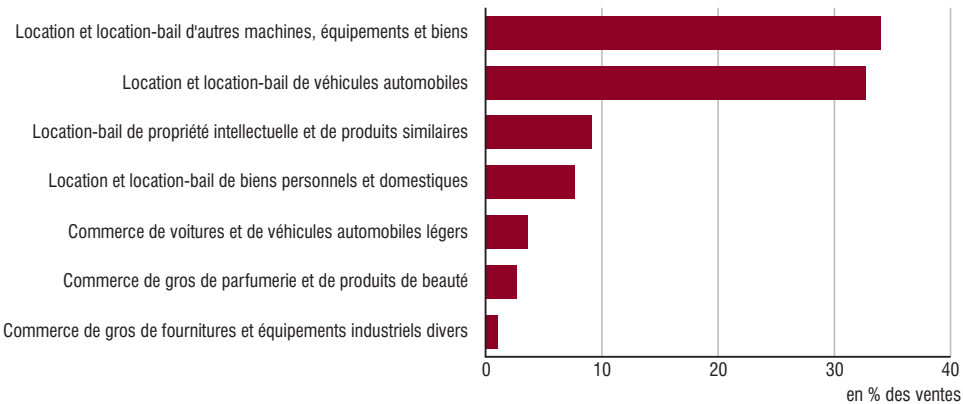
Location et location-bail de :	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en équivalents-temps plein	Frais de personnel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Excédent brut d'exploitation	Résultat net/valeur ajoutée
			(millions d'euros)				(%)
Véhicules automobiles	7 533	15 577	792	12 561	6 094	5 033	0,4
Biens personnels et domestiques	7 996	17 092	765	2 971	1 455	601	4,6
D'autres machines, équipements et biens	14 299	25 517	1 524	12 818	6 328	4 584	-8,8
Propriété intellectuelle et de produits similaires ¹	918	8 283	703	4 103	1 613	811	125,0
Total location et location-bail	30 746	66 468	3 787	32 454	15 492	11 030	10,0

1. Hors œuvres soumises à copyright.

Champ : France.

Source : Insee, Esane 2008.

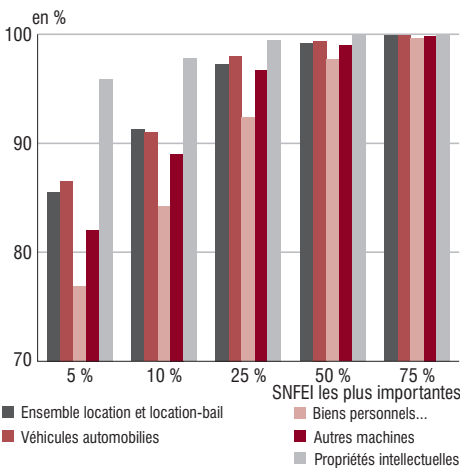
2. Principales branches du secteur de la location et location-bail



Champ : France.

Source : Insee, Esane 2008.

3. Concentration du chiffre d'affaires



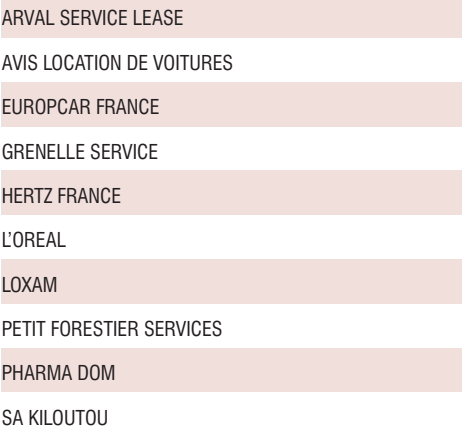
Champ : France.

Lecture : parmi les SNFEI de location et location-bail, les 5 % les plus importantes totalisent 86 % du CA.

Source : Insee, Esane 2008.

4. Les plus grandes sociétés selon l'effectif

par ordre alphabétique



Champ : France.

Source : Insee, Esane 2008.

4.3 Activités liées à l'emploi

En 2008, le secteur des **activités liées à l'emploi** compte 8 400 sociétés non financières et entreprises individuelles (SNEFI) et réalise un chiffre d'affaires (CA) avoisinant 30 milliards d'euros. Quelques grands groupes d'envergure internationale dominent le marché : les dix plus grandes sociétés totalisent, à elles seules, plus de la moitié des ventes (55 %).

Le **travail temporaire** est la principale activité liée à l'emploi. Sa contribution prédomine en termes de chiffre d'affaires (85 % des ventes), de valeur ajoutée (89 %) ou d'effectifs, si on ajoute les intérimaires au personnel direct : ainsi, en 2008, les agences de travail temporaire emploient, en équivalents-temps plein, 1 700 salariés permanents et 604 300 intérimaires répartis dans l'ensemble de l'économie. Le principal demandeur de travail temporaire est l'industrie avec 44 % des personnels intérimaires, suivis de la construction (21 %) et des services aux entreprises (12 %). En 2008, suite à la crise financière et économique, l'intérim a reculé de 5,3 %.

Le secteur de l'intérim se caractérise par une très faible diversification de ses activités (son cœur de métier draine 99,6 % de ses ventes) et une très forte intégration de sa production, le besoin en consommations intermédiaires se limitant, le plus souvent, aux frais de gestion de dossier des intérimaires. Le taux de marge (excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée) y est très faible, un peu

plus de 3 % (soit dix fois moins que la moyenne des services), en raison du poids écrasant des salaires dans la valeur ajoutée et du recul de l'intérim en 2008, qui a induit une dégradation des comptes.

Le poids des **agences de placement** de main-d'œuvre dans les activités liées à l'emploi est marginal : moins de 6 % des ventes et moins de 4 % de la valeur ajoutée. Comparé au travail temporaire, ce secteur se distingue par un niveau de rémunération beaucoup plus élevé (65 000 euros par an contre 36 000), une situation financière moins dégradée avec un taux de marge de 8 % et un taux de rentabilité de 14 %. Il est également plus diversifié : le placement de main-d'œuvre ne génère que 80 % de son chiffre d'affaires, les entreprises du secteur pouvant avoir aussi des activités de sièges sociaux (15 %) ou d'autres mises à disposition de ressources humaines (RH, 2 %).

90 % des recettes du secteur des **autres mises à disposition de ressources humaines** proviennent de son activité principale complétée, à titre secondaire, par des activités de sièges sociaux (4 % des ventes), des travaux spécialisés de construction et de construction et entretien des tunnels (1 %). En 2008, taux de marge (- 11 %) et taux de rentabilité (+ 291 %) sont de signes opposés. Des résultats financiers et exceptionnels très positifs expliquent cette distorsion. ■

Définitions

Activités liées à l'emploi (division 78 de la NAF rév.2) : le secteur comprend les activités consistant à lister les postes vacants et à orienter ou placer les candidats à l'emploi, à fournir des travailleurs pour des périodes limitées, ainsi qu'à fournir d'autres ressources humaines. Il se compose de trois groupes.

Activités des agences de placement (groupe 781) : recherche, sélection, orientation et placement de personnel, activités de psychologues pour le recrutement de personnel, activités des agences de sélection d'acteurs et de figurants, activités des agences de placement en ligne.

Activités des agences de travail temporaire (groupe 782) : services de recrutement temporaire en vue de la mise à disposition de personnel pour des missions de travail temporaire dans des domaines divers (informatique, télécommunications, commerce et échanges, transport, entreposage, logistique, industries, hôtellerie et restauration, médical...).

Autres services de mise à disposition de ressources humaines (groupe 783) : mise à disposition de personnel pour des missions de travail prolongées dans des domaines divers ; services de placement d'intérimaires sur des contrats à durée indéterminée.

Pour en savoir plus

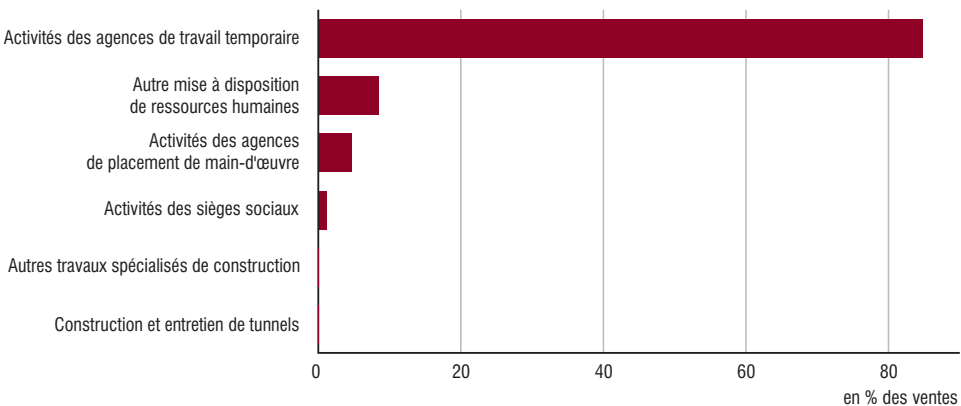
- « 2009, l'activité des services marchands régresse », *Rapport sur les comptes*, Insee, juin 2010, sur www.insee.fr, rubrique Thèmes/Services-Tourisme-Transports/Études & Analyses.
- Sites internet : www.sett.org : Syndicat des entreprises de travail temporaire ; www.syntec.evolution-professionnelle.com : Syntec conseil en évolution professionnelle (syntec-Ascorep).

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en équivalents- temps plein	Frais de personnel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Excédent brut d'exploitation	Résultat net/valeur ajoutée
				(millions d'euros)			(%)
Agences de placement de main-d'œuvre	1 754	10 134	923	1 631	1 034	79	14,3
Agences de travail temporaire	2 238	1 690	21 871	25 353	23 394	764	2,5
Autres mises à disposition de ressources humaines	4 370	29 692	2 153	2 797	1 991	- 224	291,3
Total activités liées à l'emploi	8 362	41 515	24 948	29 781	26 420	619	24,8

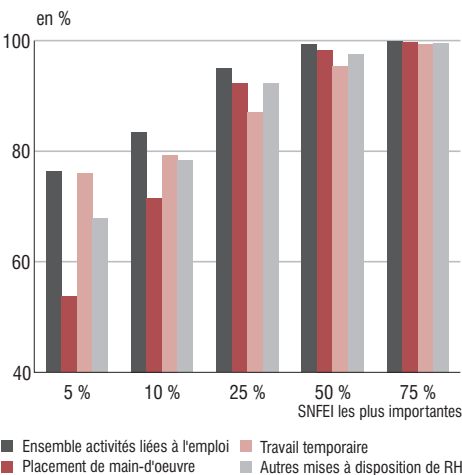
Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

2. Principales branches du secteur des activités liées à l'emploi



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

3. Concentration du chiffre d'affaires



Champ : France.
Lecture : parmi les SNFEI des activités liées à l'emploi, les 5 % les plus importantes totalisent 76 % du CA.
Source : Insee, Esane 2008.

4. Les plus grandes sociétés selon l'effectif



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

4.4 Agences de voyage, voyagistes, services de réservation

Le secteur des **agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes** compte 5 300 sociétés non financières et entreprises individuelles (SNFEI), emploie 33 300 salariés en équivalents-temps plein et réalise un chiffre d'affaires de 15,4 milliards d'euros. Il se compose à plus de 80 % de sociétés (contre 54 % dans l'ensemble des services) dont 60 % de SARL, 9,5 % de SARL unipersonnelles et 7 % de sociétés par actions simplifiées.

Ce secteur est très peu diversifié, puisque 2 % seulement de son chiffre d'affaires provient de ventes hors cœur de métier. Il est aussi peu concentré : les 10 % des SNFEI les plus importantes ne totalisent que 80 % des ventes (85 % dans les services marchands). Les activités liées aux voyages se caractérisent aussi par un faible taux d'intégration (valeur ajoutée/CA), très inférieur à la moyenne des services (13 % au lieu de 48 %). Le poids élevé des achats de marchandises dans la valeur ajoutée s'explique par la fonction d'intermédiaire de ces prestataires de services qui assurent au voyageur des billets en tous genres (transport, spectacles, musées...), prestations hôtelières, restauration...

Malgré un niveau de rémunération plutôt bas (37 000 euros annuels), inférieur d'un quart à la moyenne constatée dans les services, les frais de personnel sont élevés au

regard de la valeur ajoutée dégagée et induisent des taux de marge (excédent brut d'exploitation/VA) et de rentabilité (résultat net/VA) de 15 et 10 %, inférieurs de moitié à ceux relevés dans l'ensemble des services.

Agences de voyage et voyagistes constituent la principale composante de ce secteur : 84 % des salariés, 87 % des ventes. Les premières dominent l'activité, tant en nombre d'unités (3 430 contre 530) qu'en valeur ajoutée (1,4 milliard d'euros contre 0,4 milliard) et en chiffre d'affaires (8,2 milliards d'euros contre 5,3). Avec un taux d'intégration (VA/CA) de 7,5 %, les voyagistes apparaissent d'abord comme des revendeurs de prestations de services, ne réalisant qu'une modeste valeur ajoutée au regard du montant des ventes ; celle générée par les agences de voyage est proportionnellement plus conséquente (17,0 %), tout en restant très inférieure à la moyenne des services.

Des constatations identiques peuvent être faites pour les **autres services de réservation et activités connexes**. Comme les précédents, ces métiers reposent sur la revente de services, notamment de billetterie. En 2008, les SNFEI exerçant ces métiers à titre principal tirent mieux leur épingle du jeu que les agences de voyage et les voyagistes : leur taux de marge est de 21 % (contre 15 %) et leur taux de rentabilité de 14 % (au lieu de 9 %). ■

Définitions

Agences de voyages, voyagistes, services de réservation et activités connexes (division 79 de la NAF rév.2) : ce secteur se compose de deux groupes.

Activités des agences de voyage et voyagistes (groupe 791) : activités des agences de voyage consistant principalement à vendre, en gros ou en détail, des services de voyage, voyage organisé, transport et hébergement (7911Z) ; activités consistant à planifier et mettre sur pied des voyages organisés vendus par des agences de voyage ou directement par des voyagistes, pouvant intégrer transport, hébergement, restauration, visite de musées, de sites historiques ou culturels, spectacles... (7912Z).

Autres services de réservation et activités connexes (groupe 792) : autres services de réservation liés aux voyages : transport, hébergement, restauration, location de véhicules, spectacles, événements sportifs... ; services d'échange à temps partagé ; vente de billets pour les spectacles et tous divertissements ; services d'assistance au tourisme (fournitures d'informations touristiques, guides touristiques) ; activités de promotion du tourisme. Sont exclues l'organisation et la gestion d'événements, tels que réunions, congrès et conférences (8230Z).

Pour en savoir plus

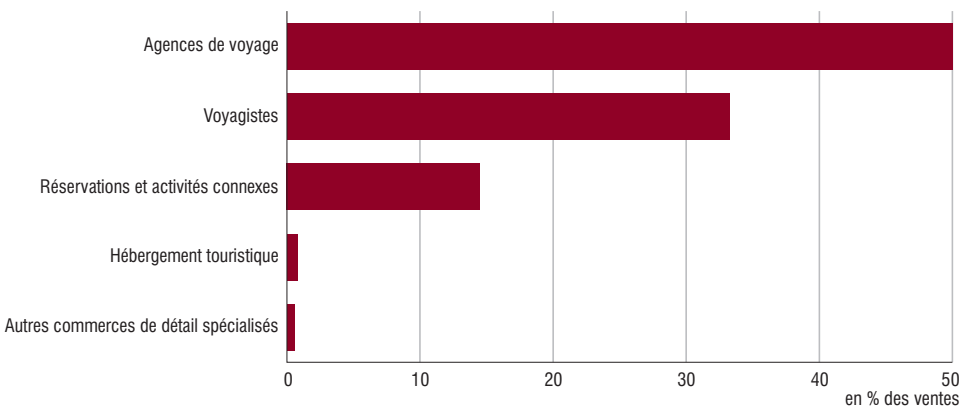
- « 2009, l'activité des services marchands régresse », *Rapport sur les comptes*, Insee, juin 2010, sur www.insee.fr, rubrique Thèmes/Services-Tourisme-Transports/Études & Analyses.
- « La commercialisation des produits et des destinations touristiques : en quoi Internet change-t-il la donne ? », Direction du Tourisme, 2007.
- Sites internet : www.tourisme.gouv.fr : Direction générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services ; www.snav.org : Syndicat national des agents de voyage.

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en équivalents- temps plein	Frais de personnel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Excédent brut d'exploitation	Résultat net/ valeur ajoutée
				(millions d'euros)			(%)
Agences de voyage et voyagistes	3 967	27 909	1 450	13 505	1 787	260	9,1
Agences de voyage	3 436	21 878	1 144	8 157	1 386	187	9,8
Voyagistes	531	6 031	305	5 347	400	73	6,8
Autres services de réservation et activités connexes	1 358	5 358	265	1 879	279	58	14,4
Total agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	5 324	33 267	1 716	15 384	2 067	319	9,8

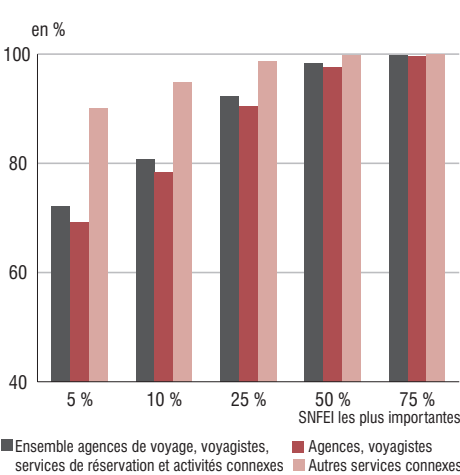
Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

2. Principales branches du secteur des services liés aux voyages



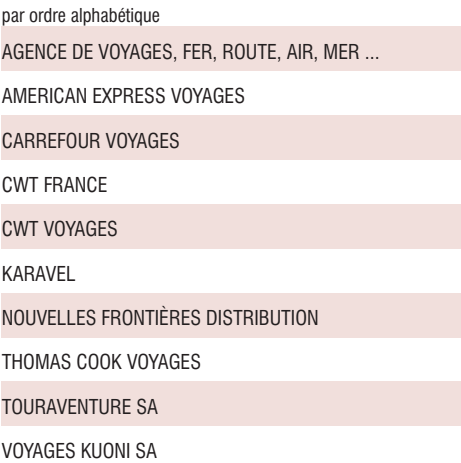
Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

3. Concentration du chiffre d'affaires



Champ : France.
Lecture : parmi les SNFEI des services liés aux voyages, les 5 % les plus importantes totalisent 72 % du CA.
Source : Insee, Esane 2008.

4. Les plus grandes sociétés selon l'effectif



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

4.5 Enquêtes et sécurité

Le secteur **enquêtes et sécurité** compte, en 2008, près de 8 500 sociétés non financières et entreprises individuelles (SNFEI) et génère un chiffre d'affaires (CA) de 7,7 milliards d'euros. Il emploie 127 200 salariés en équivalents-temps plein, soit 4,5 % des effectifs des services marchands, et sa contribution est encore plus faible en termes de CA ou de valeur ajoutée (VA) avec respectivement 1,2 et 1,7 %.

Ce secteur se compose pour près des trois quarts (72 %) de sociétés non financières, dont 52 % de SARL, 11 % de SARL unipersonnelles et 3 % de sociétés par actions simplifiées.

Le secteur des enquêtes et de la sécurité est relativement peu concentré : les 10 % des SNFEI les plus importantes totalisent 80 % des ventes (contre 85 % dans l'ensemble des services marchands). Quelques grandes unités, souvent filiales de groupes à capitaux étrangers, y jouent cependant un rôle de premier plan. Ce secteur est aussi très peu diversifié, ses recettes provenant à 97 % de son activité principale : sécurité privée (73 %), systèmes de sécurité (23 %) et enquêtes (1 %). Même les 3 % restants sont liés aux activités de sécurité : commerce de matériel photographique, travaux d'installations électriques, commerce de gros d'électronique et de télécommunications.

La faiblesse du taux de marge (excédent brut d'exploitation/VA), 5 % au lieu de 30 % dans l'ensemble des services, s'explique par une concurrence très sévère entre les acteurs du secteur.

Les **activités de sécurité privée** dominent le secteur des enquêtes et de la sécurité, tant en termes d'effectif salarié (86 % du total) que de chiffre d'affaires (76 %). Service de main-d'œuvre, reposant souvent sur un travail posté peu qualifié (gardes, patrouilles ou convoyages de fonds), elles se caractérisent par une taille d'unité assez élevée (17 salariés en moyenne), un très fort taux d'intégration (72 %), des rémunérations modestes (inférieures de près de moitié à celles pratiquées dans les services), des taux de marge et de rentabilité (résultat net/VA) très faibles à 3 % et 2 %.

La part des **activités liées aux systèmes de sécurité** dans le secteur est moindre : 13 % des emplois et 23 % du chiffre d'affaires. Tournees vers la surveillance et la télésurveillance, ces activités sont davantage diversifiées : 7 % de leurs recettes sont générées par des activités commerciales, 2 % par des travaux d'installation électrique. La situation y semble moins difficile et tendue que dans la sécurité privée : le montant des salaires y est un peu supérieur, de même, les marges y sont moins serrées (12 %) et la rentabilité plus élevée (10 %).

Le secteur des **activités d'enquête** est marginal en termes économiques, avec un CA de seulement 60 millions d'euros et un personnel salarié de moins de 400 personnes. Il s'appuie sur un tissu d'entrepreneurs individuels, les détectives ou « privés ». Son bilan financier n'est pas mauvais au regard des autres activités de sécurité, puisque son taux de rentabilité atteint presque 13 %. ■

Définitions

Enquêtes et sécurité (division 80 de la NAF rév.2) : ce secteur se compose de trois groupes.

Activités de sécurité privée (groupe 801) : services de garde ou de patrouille, services de transports de fonds en utilisant du personnel équipé pour transporter de tels biens pendant le transport. Est incluse la gestion des distributeurs automatiques de billets. Sont exclus les services de la police.

Activités liées aux systèmes de sécurité (groupe 802) : surveillance et surveillance à distance de systèmes de sécurité et d'alarme électroniques ; installation, réparation - réfection et adaptation de dispositifs de verrouillage mécaniques ou électroniques des coffres-forts et des chambres fortes, avec, par la suite, leur surveillance ou surveillance à distance.

Services d'enquête (groupe 803) : services d'enquêtes et de détectives (hors cadre judiciaire) ; activités de tous les enquêteurs privés, quels que soient le type de client et le but de l'enquête.

Pour en savoir plus

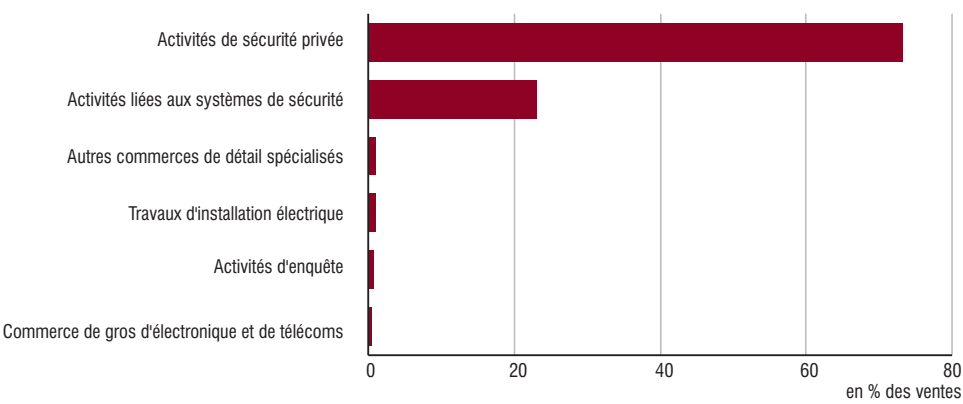
- « 2009, l'activité des services marchands régresse », *Rapport sur les comptes*, Insee, juin 2010, sur www.insee.fr, rubrique Thèmes/Services-Tourisme-Transports/Études & Analyses.
- Sites internet : www.dpsa-securite.fr : syndicat national des entreprises de sécurité ; www.gpmse.org : Groupement professionnel des métiers de la sécurité électronique (GPMSE) ; www.e-snes.org : Syndicat national des entreprises de sécurité (Snes).

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en équivalents-temps plein	Frais de personnel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Excédent brut d'exploitation	Résultat net/valeur ajoutée
				(millions d'euros)			(%)
Activités de sécurité privée	6 142	109 816	3 941	5 841	4 207	129	1,9
Activités liées aux systèmes de sécurité	1 709	16 983	761	1 792	902	103	9,8
Activités d'enquête	625	382	20	60	26	3	12,8
Total enquêtes et sécurité	8 475	127 180	4 723	7 694	5 135	237	3,3

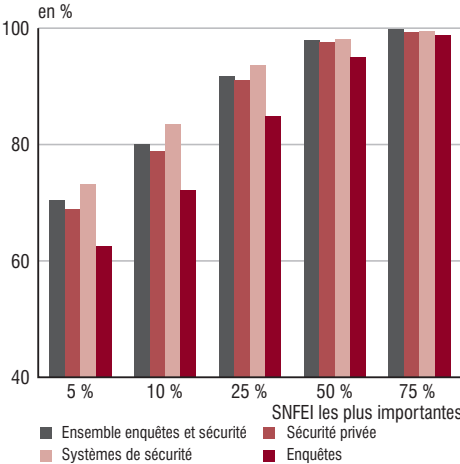
Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

2. Principales branches du secteur enquête et sécurité



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

3. Concentration du chiffre d'affaires



Champ : France.
Lecture : parmi les SNFEI du secteur des enquêtes et de la sécurité, les 5 % les plus importantes totalisent 70 % du CA.
Source : Insee, Esane 2008.

4. Les plus grandes sociétés selon l'effectif



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

4.6 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager

En 2008, le secteur des **services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager** compte près de 50 000 sociétés non financières et entreprises individuelles (SNFEI). La majorité (60 %) sont des entrepreneurs individuels. Ce secteur emploie 236 000 salariés en équivalents-temps plein, soit 8,2 % du personnel des services marchands, ce qui le classe au quatrième rang des secteurs employeurs, après la restauration, la programmation informatique et l'ingénierie. Sa contribution est plus faible en matière financière : 2,5 % du chiffre d'affaires (CA) et 3,5 % de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des services.

Le secteur des services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager recouvre essentiellement deux activités : le nettoyage (97 % des salariés, 66 % du CA et 75 % de la valeur ajoutée) et l'aménagement paysager. Les **activités combinées de soutien lié aux bâtiments** n'ont qu'un poids marginal.

Le secteur du **nettoyage**, qui totalise 20 800 SNFEI, se compose à parité de sociétés (52 %) et d'entreprises individuelles. C'est un service de main-d'œuvre ; il se caractérise par un taux d'intégration (VA/CA) de 72 %, très supérieur à la moyenne des services (48 %), une valeur ajoutée consacrée presque

exclusivement (91 %) à la rémunération des personnels, des salaires très modestes, les plus bas constatés dans les services (24 000 euros annuels). Enfin, du fait d'une pression élevée sur les marges, consécutive à une forte concurrence, la rentabilité du secteur est faible : le taux de profitabilité (résultat net/VA) n'atteint pas 5 %, lorsque la moyenne dans les services marchands est de 18 %.

Les unités exerçant à titre principal une activité de nettoyage ne diversifient pas leurs activités : leur cœur de métier leur procure 97 % de leurs ressources. Les quelques prestations marginales effectuées ne leur assurent qu'un faible complément de recettes : autres activités de soutien aux entreprises (0,8 %), commerce de détail de quincaillerie (0,6 %)...

Les 29 000 SNFEI constituant le secteur des **services d'aménagement paysager** sont très majoritairement des entreprises individuelles (70 %). Leur situation économique est moins tendue que celle de leurs homologues du nettoyage, avec un taux de marge (excédent brut d'exploitation/VA) de 25 % et un taux de profitabilité de 16 %. Elles ne diversifient leurs ventes qu'en pratiquant, en complément des travaux d'aménagement, le commerce de gros de fleurs et de plantes (5 % du CA). ■

Définitions

Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager (division 81 de la NAF rév.2) : ce secteur se compose de trois groupes.

Activités combinées de soutien lié aux bâtiments (groupe 811) : prestations d'une combinaison de services de soutien dans les installations du client : nettoyage intérieur courant, entretien, élimination des ordures, gardiennage et sécurité, distribution du courrier, blanchisserie et services de soutien annexes.

Activités de nettoyage (groupe 812) : nettoyage courant des bâtiments (8121Z) : intérieur des bureaux, maisons, usines, magasins, bâtiments public,... ; autres activités de nettoyage et nettoyage industriel (8122Z) : nettoyage extérieur des bâtiments, nettoyage spécialisé de bâtiments (vitres, ramonage...), nettoyage des machines industrielles, ... ; autres activités de nettoyage (8129) : désinfection, désinsectisation, dératisation (8129A), autres activités de nettoyage (8129B) dont nettoyages de piscines, matériel de transport, bouteilles, chaussées, intérieur de citernes de transport.

Services d'aménagement paysager (groupe 813) : plantation, soins et entretien de parcs et jardins ou de verdure ; plantations pour la protection contre le bruit, le vent, l'érosion, la visibilité et l'éblouissement.

Pour en savoir plus

- « 2009, l'activité des services marchands régresse », *Rapport sur les comptes*, Insee, juin 2010, sur www.insee.fr, rubrique Thèmes/Services-Tourisme-Transports/Études & Analyses.
- Sites internet : www.syndicat3d.com : Chambre syndicale des entreprises de désinfection, désinsectisation, dératisation ; www.proprete-services-associés.com : Fédération des entreprises de propreté et services associés.

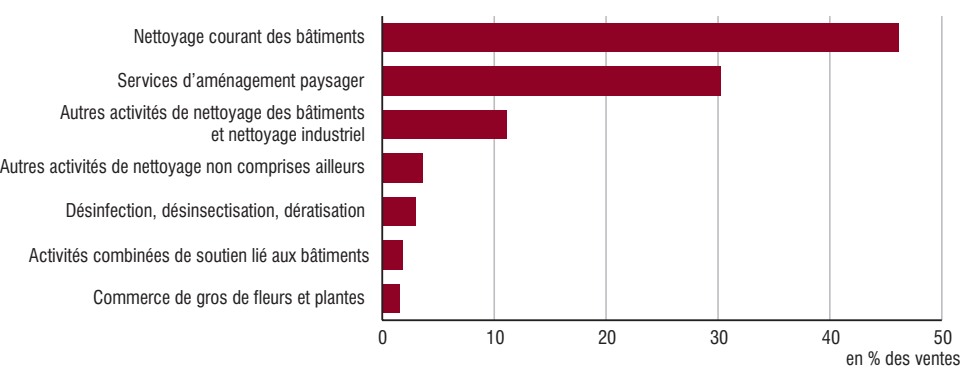
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager 4.6

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en équivalents- temps plein	Frais de personnel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Excédent brut d'exploitation	Résultat net/valeur ajoutée (%)
				(millions d'euros)			
Activités combinées de soutien lié aux bâtiments	740	2 974	87	301	115	19	2,7
Activités de nettoyage	20 039	228 677	7 075	11 021	8 049	690	5,1
Nettoyage courant des bâtiments	14 855	190 954	5 618	8 471	6 326	485	4,5
Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	3 192	23 258	858	1 481	1 006	113	6,7
Autres activités de nettoyage	1 992	14 465	598	1 068	716	91	7,5
Services d'aménagement paysager	28 957	4 091	1 839	5 319	2 574	645	15,6
Total services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	49 736	235 742	9 002	16 642	10 738	1 355	7,6

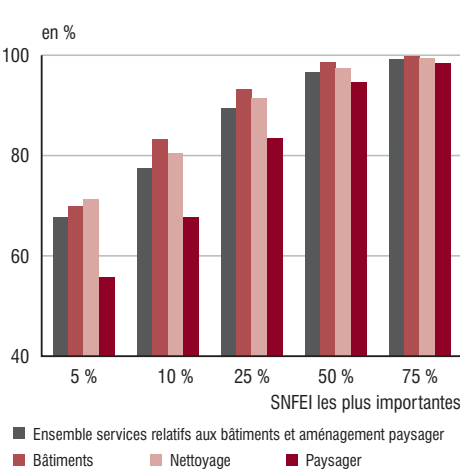
Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

2. Principales branches du secteur des services aux bâtiments



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

3. Concentration du chiffre d'affaires



Champ : France.
Lecture : parmi les SNFEI du secteur services relatifs aux bâtiments et d'aménagement paysager, les 5 % les plus importantes totalisent 68 % du CA.
Source : Insee, Esane 2008.

4. Les plus grandes sociétés selon l'effectif



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

4.7 Activités administratives et

En 2008, le secteur des **activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises** compte 39 700 sociétés non financières et entreprises individuelles (SNFEI), emploie 180 100 salariés en équivalents-temps plein et réalise un chiffre d'affaires (CA) de 36,7 milliards d'euros. Les unités y sont de petite taille (moins de cinq salariés en moyenne) du fait du nombre important d'entreprises individuelles (un tiers des SNFEI) ; cependant, malgré leur nombre, ces dernières ont un poids négligeable en termes de ventes (2,4 %). Les rémunérations du secteur sont globalement faibles, inférieures de plus d'un tiers à celles constatées dans l'ensemble des services (33 000 euros annuels contre 50 000 euros).

Ce secteur est composé d'un ensemble hétérogène d'activités support (*facilities management*) : gestion administrative et financière, logistique, services d'accueil, communication, information...

Bien qu'elles soient mises en valeur dans le libellé du secteur, les activités administratives ont un poids économique et financier marginal dans ce secteur ; elles ne contribuent qu'à hauteur de 11 % à l'emploi salarié et à la valeur ajoutée (VA), et représentent 9 % du chiffre d'affaires. Elles attirent les entrepreneurs individuels (60 % des SNFEI) : la moitié d'entre eux ont le statut des professions libérales, un quart celui d'artisan.

Les **centres d'appel** sont une activité de main-d'œuvre ; ils se caractérisent, en effet, par l'existence d'un personnel peu qualifié et peu rémunéré (les salaires n'y atteignent pas la moitié de la rémunération moyenne accordée dans les services), par un faible volume d'achats à l'extérieur et donc un faible recours aux innovations technologiques, et par des taux de marge (excédent brut d'exploitation/VA) et de profitabilité (résultat net/VA) très bas (6 et 4,5 %) qui mettent en évidence une vive concurrence entre entreprises. Leur activité s'exerce le plus souvent dans le cadre de sociétés dont la taille moyenne dépasse les 31 salariés.

Les unités organisatrices, à titre principal, de **salons professionnels et de congrès** se trouvent dans une position plus favorable que leurs homologues précédentes : elles bénéficient de taux de marge et de profitabilité élevés (34 et 70 %), supérieurs à la moyenne des services (30 et 18 %). Leurs salariés, plus qualifiés, sont aussi mieux payés (53 000 euros annuels).

Les **activités de soutien aux entreprises non classées ailleurs** regroupent des activités disparates : conditionnement, information financière, recouvrement de factures... Cet ensemble totalise, à lui seul, un peu plus des trois quarts du chiffre d'affaires et 65 % des effectifs du secteur des activités administratives et autres activités de soutien. ■

Définitions

Activités administratives et autres activités de soutien (division 82 de la NAF rév.2) : ce secteur se compose de quatre groupes.

Services administratifs et services de soutien (groupe 821) : prestation d'un ensemble de services administratifs de bureau quotidiens (8211Z) ; photocopie, préparation des documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau (819Z).

Activités de centres d'appel (groupe 822) : activités de centres d'appel entrants, activités de centres d'appel sortants.

Organisation de salons professionnels et congrès (groupe 823) : organisation, promotion et/ou gestion d'événements, incluant ou non la mise à disposition du personnel pour exploiter les installations où ces événements ont eu lieu.

Activités de soutien aux entreprises non comprises ailleurs (n.c.a.) (groupe 829) : activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle (8291Z) ; activités de conditionnement (8292Z) ; autres services de soutien aux entreprises n.c.a. (8299Z).

Pour en savoir plus

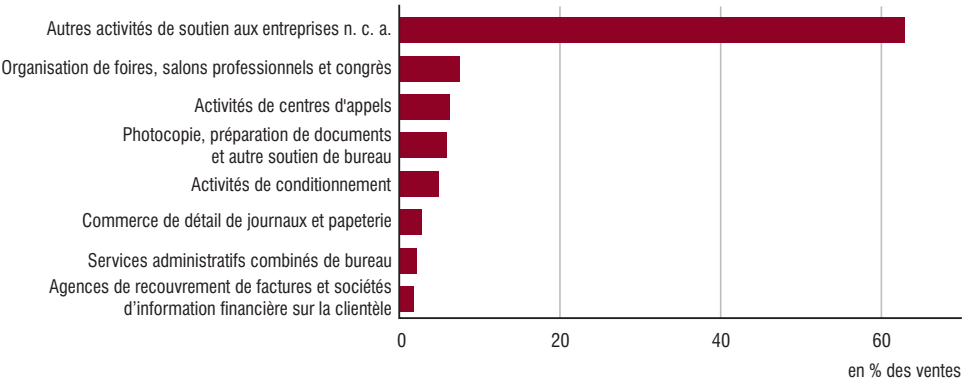
- « 2009, l'activité des services marchands régresse », *Rapport sur les comptes*, Insee, juin 2010, sur www.insee.fr, rubrique Thèmes/Services-Tourisme-Transports/Études & Analyses.
- Sites internet : www.e-tlf.com : Fédération des entreprises de transport et de logistique (TLF) ; www.ifecpromotion.tm.fr : Institut français de l'emballage et du conditionnement (Ifec Promotion) ; www.foiresalonscongres.com : Association pour l'organisation des foires, salons et congrès de France (FSF).

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en équivalents- temps plein	Frais de personnel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Excédent brut d'exploitation	Résultat net/valeur ajoutée (%)
				(millions d'euros)			
Services administratifs et services de soutien	9 262	20 498	1 094	3 186	1 374	205	23,6
Centres d'appel	1 141	35 351	1 141	2 427	1 272	75	4,5
Organisation de salons professionnels et de congrès	3 852	6 939	525	2 927	812	273	69,5
Activités de soutien aux entreprises non comprises ailleurs	25 439	117 318	7 256	28 141	9 038	1 301	69,7
Total activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	39 694	180 107	10 018	36 682	12 498	1 855	58,0

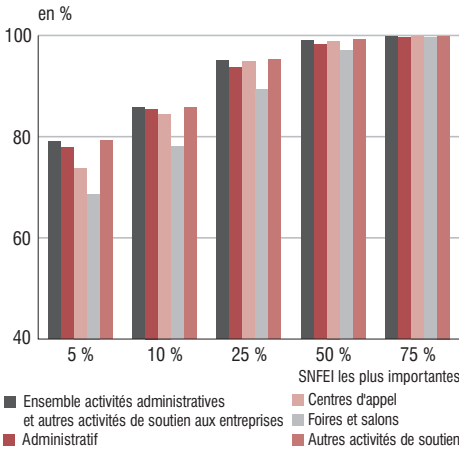
Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

2. Principales branches du secteur des activités administratives



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.

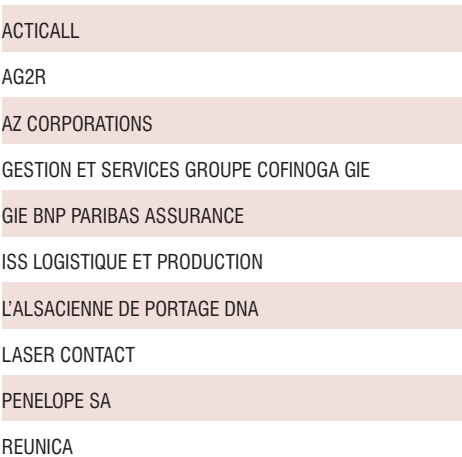
3. Concentration du chiffre d'affaires



Champ : France.
Lecture : parmi les SNFEI du secteur des activités administratives et de soutien aux entreprises, les 5 % les plus importantes totalisent 79 % du CA.
Source : Insee, Esane 2008.

4. Les plus grandes sociétés selon l'effectif

par ordre alphabétique



Champ : France.
Source : Insee, Esane 2008.